

Les Marocains résidents à l'étranger : manne financière, intégration et retour



PAR **DRISS AL ANDALOUSSI**

» Chaque année, l'opération Transit est l'occasion d'une série

de discours sur les MRE. Pourtant, la problématique est plus complexe.

Quatre millions de Marocains vivent en dehors de leur pays. On les appelle « nos ouvriers à l'étranger », nos « marocains résidents à l'étranger, MRE », marocains du monde ou encore marocains de l'extérieur. Ils représentent presque 10 % de la population marocaine. Leur histoire dans les pays d'accueil remonte à la fin du 19^e siècle. La colonisation, les guerres du colonisateur et ses industries ont fait venir volontairement et involontairement des marocains pour porter des armes, descendre dans les profondeurs des mines de charbon ou encore travailler dans le secteur agricole. Les années soixante et soixante-dix vont donner lieu à une augmentation de leur nombre. Les autorités vont accompagner cette évolution à travers un encadrement consulaire et parfois culturel. Le regroupement familial va changer la physionomie de l'immigration marocaine en Europe. Une nouvelle catégorie de Marocains dont la majorité a vu le jour dans les pays d'accueil va progressivement changer la donne. La culture et l'éducation de ce qu'on va appeler la première et la deuxième génération vont introduire de nouveaux rapports aux pays d'origine et de résidence. L'équation économique et financière a pris une importance notable avec les transferts financiers

des immigrés. La balance des paiements a réservé une place stratégique à cette manne financière qui s'est améliorée durant les trente dernières années. Les marocains sont considérés comme les immigrés qui effectuent les transferts les plus importants vers leur pays. La hausse ou la baisse de ces transferts sont scrutées par les analystes et exposées dans les différents rapports et notamment, par celui de Bank Al Maghrib. Le dernier rapport de cette institution relate le recul de 1,5% qu'ont connu les transferts des Marocains résidents à l'étranger après une légère amélioration en 2012. Les 65 milliards de dhs que procurent ces transferts à l'économie nationale ne sont et ne peuvent être considérés comme marginaux. Les financements extérieurs n'arrivent pas à ce niveau comme le retrace le compte capital de notre balance de paiements.

L'importance politique de la question de l'immigration découle du nombre de Marocains résidents à l'étranger et de leur poids réel ou supposé dans les choix en matière de représentation nationale et locale. Il y a quelques années, les partis politiques menaient leurs campagnes électorales à l'étranger et avaient dans leurs rangs des députés issus de l'immigration. La voix de l'immigration était écoutée dans l'enceinte de la Chambre des députés. La virulence de ces députés gênait les états-majors politiques, à l'image d'Akka Ghazi et d'autres voix. Les diplomates se trouvaient dans des situations difficiles face aux discours de ces députés. Depuis les années 90, la revendication de la représentation politique des immigrés est traitée avec un silence assourdissant. Entre temps, on a créé un ministère pour l'immigration, un Conseil des marocains

de l'étranger, une Fondation et des centaines d'associations. La voix de l'immigré est toujours à la recherche d'un espace d'expression... réelle.

Des images, une culture et des revendications

Chaque année, l'arrivée de l'été nous rappelle que des Marocains vivant ou résidant à l'étranger vont bientôt être massivement parmi nous. Les mois de juillet-août, choisis par nos compatriotes pour revenir au pays sont de plus en plus annonciateurs du nombre d'arrivées et partant, le degré d'attachement à une terre, une région bref, à une patrie. L'arrivée des marocains dans leur pays est de plus en plus organisée, analysée et fêtée. Il faut toujours attendre cette partie de l'année pour qu'un

édifice institutionnel puisse bouger et réussir une opération d'accueil appelée « Marhaba ». Depuis des années, on ne cesse de répéter que la politique doit regarder autrement cette composante de la population qui vit en dehors du territoire national. Et depuis des années, on remplace les ministres, on renouvelle les ambitions et on met en relief les diagnostics. Les générations et leurs spécificités, la crise

économique et son impact sur la situation financière et sociale des immigrés et l'augmentation de la culture de l'exclusion dans beaucoup de pays d'accueil. Les Marocains vivant à l'étranger ont un tout autre regard sur leur pays. Ils veulent des actions concrètes et un appui réel. Le monde de la représentation politique les a mis en dehors, les difficultés en matière de suivi des procédures pour régler leurs problèmes dans des délais raisonnables, l'intégration de leurs enfants ayant fait le

La voix de l'immigration était écoutée dans l'enceinte de la Chambre des députés. La virulence de ces députés gênait les états-majors politiques, à l'image d'Akka Ghazi et d'autres voix.



choix du retour et l'éternel problème de l'accueil dans les représentations diplomatiques et consulaires. C'est du concret dont ils ont besoin et non pas seulement de campagne d'accueil ou de l'accroissement des recherches scientifiques sur leur situation et sur le devenir de leurs enfants. Ils n'acceptent plus qu'on les appelle «Marocains du monde». Ils ne cessent de le répéter, ils sont tout simplement et avec fierté des MAROCAINS.

Sur les ondes de la radio MFM et durant trois émissions, des immigrés et des responsables de leur dossier au niveau du gouvernement se sont longuement exprimés. Les auditeurs ont manifesté un réel engouement et ont massivement intervenu en direct. Ils ont salué la qualité de l'accueil à l'occasion de l'opération Marhaba, ils ont apprécié le système douanier marocain et les facilités qui leur sont accordées, ils sont dans la majorité contre le fait que certains d'entre eux transforment le pays en poubelle de l'Europe, mais expriment presque unanimement, l'incapacité des autorités à rendre fluide, les services consulaires et n'ont pas une opinion positive sur le rôle du département qui leur est dédié au sein du gouvernement et sur l'instance qui est censée suivre l'évolution de leur situation.

Le rapport de la Fondation Hassan II : une analyse de l'évolution du statut de l'immigré

La situation des Marocains de l'extérieur est devenue de plus en plus complexe et sa lecture requiert une analyse de plus en plus documentée et de moins en moins versée dans le sentimentalisme et le positionnement idéologique dicté par un opportunisme appelé réalisme. C'est ce à quoi s'est attelée la Fondation Hassan II pour les Marocains résidents à l'étranger. Tous les économistes et les hommes politiques s'accordent sur l'importance des transferts opérés par les MRE. Le compte courant de notre balance des paiements enregistre depuis des années le rôle très positif des virements bancaires et autres dans l'allègement du déficit de nos transactions avec l'étranger. La référence à ces transferts est très présente dans les discours politiques de gauche comme de droite. L'utilisation est mise dans l'argumentaire pour louer les politiques gouvernementales ou au contraire, pour relever la non-prise en charge de l'équation «transferts» dans la politique à l'égard des marocains qui vivent à l'étranger. La dimension économique a pris une importance particulière dans le traitement de la question de l'immigra-

tion avec la crise économique de 2008. Le taux de chômage ayant touché la plupart des pays et notamment, ceux de l'Europe a lourdement impacté les marocains. Le taux de chômage touchant les immigrés est parfois le double de celui qui touche les citoyens de pays d'accueil. Le retour au pays n'est plus provisoire pour une partie des immigrés. Choisi ou subi, le retour définitif est devenu une réalité qui demande un accompagnement par des politiques publiques. L'immigré investisseur a intégré le paysage économique et commence à donner lieu à une réflexion sur les moyens à mettre en place pour appuyer les projets et les intégrer dans des processus sécurisés. La mise en place des fonds et des instruments de garantie débute timidement et appelle un renforcement en termes de facilitation et de protection contre les abus bureaucratiques et contre les manipulations frauduleuses dont font l'objet beaucoup de nos compatriotes de retour au pays.

Un nouveau phénomène : le retour définitif

Le retour est un thème qui a reçu un traitement profond dans l'ouvrage de la Fondation Hassan II. Ce phénomène s'amplifiera dans les années à venir et ce, pour divers facteurs. La crise et son impact sur le taux de chômage constitue le principal élément explicatif du retour, la faiblesse du degré d'intégration dans les pays d'accueil et l'amplification des mesures de contrôle aux frontières qui limitent les flux migratoires et conduisent à un renoncement au projet d'installation pour les immigrés en situation irrégulière, sont aussi des facteurs décisifs. Le retour de cette dernière catégorie ne doit pas, selon l'étude susvisée, rester en dehors des politiques publiques de réintégration. *Les «irréguliers méritent une attention particulière au regard de la précarité de leur situation avant et après leur retour.»*

Les estimations sur le nombre de cas de retour définitif ne sont pas disponibles, mais l'étude de certains cas relevés dans des pays comme l'Espagne peuvent apporter un début de réponse. Dans ce pays, environ 400.000 marocains ont perdu leurs emplois. Le taux de chômage parmi les immigrés a atteint le record de 47%. Les jeunes de moins de 25 ans constituent environ 65% des chômeurs. Le reste, soit 38% est constitué par la catégorie de plus de 40 ans. Le gouvernement espagnol a